



Inclusion Financière et Entrepreneuriat dans Six Pays d'Afrique Subsaharienne : Les Données des Enquêtes Finaccess et Finscope

Lewis-Landry Gakpa

Octobre 2023 / No.793

Résumé

Cette étude examine comment l'inclusion financière agit sur la décision des individus de créer une entreprise dans le contexte de six pays d'Afrique subsaharienne, en utilisant des micro-données provenant des enquêtes FinScope et FinAccess. Pour ce faire, nous utilisons une technique de variable instrumentale (IV) pour évaluer les relations empiriques. Dans l'ensemble, les résultats révèlent que l'accès aux services bancaires, aux services non bancaires formels, aux services financiers informels et aux services d'argent mobile a influencé de manière positive et significative la décision de créer une entreprise dans les six pays. En outre,

bien que les résultats montrent qu'une série d'obstacles liés à la demande et à l'offre empêchent les individus d'accéder aux services bancaires à des fins entrepreneuriales, les contraintes liées à l'offre sont les obstacles les plus courants à la création d'une entreprise. Compte tenu de ce qui précède, les interventions politiques devraient tout d'abord viser à créer un environnement favorable afin d'accroître l'accès des personnes à tous les types de services financiers et, ensuite, s'attaquer aux contraintes liées à l'offre et à la demande afin de promouvoir l'esprit d'entreprise et la croissance économique. Toutes ces mesures devraient viser à accroître le niveau d'inclusion financière en vue de stimuler les activités entrepreneuriales, qui sont les véritables piliers du processus de développement et de réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Introduction

Depuis un certain nombre d'années, les décideurs politiques et les chercheurs reconnaissent l'entrepreneuriat comme un facteur clé du développement économique (Schumpeter, 1934 ; Brixiová, 2010 ; Aghion, 2017 ; Fan et Zhang, 2017). La raison sous-jacente est que l'entrepreneuriat est considéré comme un moteur important de la promotion de l'innovation et de la transformation structurelle des économies (Audretsch et al. 2002). Certains économistes tels que Bruton et al. (2013), Brixiová et Asaminew (2010) et Tobias et al. (2013), vont même plus loin en affirmant que l'entrepreneuriat est l'un des outils les plus efficaces dans la lutte mondiale contre la pauvreté et, par conséquent, encouragent les décideurs politiques des pays à faible revenu à inclure l'entrepreneuriat comme un élément clé de leurs stratégies de croissance inclusive (Brixiová et Égert, 2017). De même, selon Tchamyu (2016), la promotion de l'entrepreneuriat, c'est-à-dire la création d'emplois, est l'un des principaux remèdes pour faire face à la hausse démographique, avec ses répercussions en termes de taux de chômage élevé dans les pays africains¹.

Vu l'importance de la dynamique entrepreneuriale en tant que moteur de la réduction de la pauvreté, une grande partie de la littérature théorique et empirique de ces dernières années s'est concentrée sur l'identification et l'analyse des forces potentielles qui peuvent influencer les activités entrepreneuriales. Ainsi, parmi les nombreux facteurs identifiés dans la littérature, la question de l'accès aux services financiers figure en bonne place² (Schumpeter 1934 ; McKinnon 1973 ; Beck et al.,

1 Selon les données de la Banque mondiale (2022), le taux de chômage en Afrique subsaharienne pour 2021 était de 7,66 %, soit une augmentation de 0,38 % par rapport à 2020. Toutefois, le nombre de chômeurs a augmenté d'un million supplémentaire en raison des taux élevés de croissance de la main-d'œuvre dans la région.

2 L'un des canaux identifiés dans la littérature théorique par lequel le développement financier influe sur la croissance économique est la facilitation de la création d'entreprises (Greenwood et Smith, 1997, Klapper et al., 2004).

2009 ; Kerr et Nanda, 2009 ; Demetriades et Rewilak, 2019). En effet, plusieurs études théoriques ont tenté de documenter comment l'accès aux services financiers peut stimuler la création d'entreprises. À cet égard, nous pouvons mentionner ceux de King et Levine (1993) qui ont identifié deux canaux par lesquels le développement financier peut stimuler la création d'entreprises. Premièrement, à mesure que le secteur financier se développe, la sélection ex ante par les prêteurs s'améliore et les entrepreneurs à fort potentiel de compétences qui manquent de fonds sont en mesure d'obtenir des fonds et donc de démarrer leur entreprise. Deuxièmement, les entrepreneurs sont en mesure de diversifier les risques plus facilement dans les pays financièrement plus développés. Par conséquent, ils investissent dans des projets plus risqués et plus rentables. Dans le même ordre d'idées, les travaux d'Evans et Jovanovic (1989), suivis par Kan et Tsai (2006), démontrent que les contraintes financières limitent les activités entrepreneuriales. Les travaux théoriques de Klapper et al (2004) vont également dans ce sens. En effet, ces auteurs affirment que l'accès au crédit permet une plus grande entrée sur le marché de nouveaux entrepreneurs ayant du talent, qui seraient autrement limités par le manque de richesse héritée et le manque de connexion avec le réseau de titulaires riches. Ainsi, un meilleur accès au crédit, tant pour les particuliers que pour les entreprises (puisque les petites et microentreprises sont souvent créées par des emprunteurs individuels), augmentera le rendement de la productivité de l'investissement.

Cependant, malgré ces arguments théoriques, d'un point de vue empirique, les auteurs n'ont jusqu'à présent pas réussi à trouver des preuves claires et solides des effets positifs de l'accès aux services financiers sur l'entrepreneuriat. À titre d'illustration, en termes d'effets positifs, nous pouvons citer les travaux de Skyes et al. (2016), Blattman et al. (2014), Cho et Honorati (2013), Fan et Zhang (2017), et en termes d'effets non significatifs, les études de Grimm et Paffhausen (2015), Van Rooyen et al. (2012).

De nombreux arguments ont été avancés dans la littérature pour expliquer un tel écart entre les prédictions théoriques et les résultats empiriques. Le principal argument est que la disponibilité de preuves empiriques solides pour soutenir ou réfuter ces théories a été limitée jusqu'à présent, en raison d'un manque de données adéquates sur l'accès aux services financiers. En effet, la plupart des travaux empiriques utilisent des mesures du secteur financier collectées auprès des institutions financières, telles que le crédit privé ou la valeur totale des dépôts bancaires, qui ne tiennent pas compte de la distribution et de l'allocation de ces dépôts bancaires ou du crédit à travers la population (Ellis et al., 2010). En outre, ces indicateurs se limitent encore pour la plupart aux prestataires de services financiers formels. Or, il est prouvé que les prestataires informels et semi-formels atteignent une proportion bien plus importante de la population que les banques dans de nombreux pays en développement. En effet, plusieurs études ont souligné que les petites entreprises, qui font systématiquement état d'obstacles à la croissance plus importants que les moyennes ou grandes

entreprises, sont moins susceptibles d'accéder au financement formel (Brixiová et al., 2020). Mieux comprendre le rôle de l'accès et de l'utilisation des services financiers dans leur ensemble (y compris les comptes formels, semi-formels, informels et les comptes d'argent mobile) est donc un domaine d'investigation important et actuellement sous-étudié.

Un autre argument est que la question de l'endogénéité n'a pas non plus été prise en compte dans les études empiriques précédentes. En effet, il est fort probable que le fait d'être entrepreneur puisse également influencer l'inclusion financière (causalité inverse), dans le sens où les entrepreneurs offrent plus de garanties que les personnes sans entreprise pour obtenir un meilleur accès au crédit et à d'autres services financiers. D'autres sources d'endogénéité peuvent également résulter de l'existence de facteurs non observés qui peuvent être corrélés à la fois avec les variables dépendantes et indépendantes. Par exemple, certaines variables sociodémographiques (telles que l'âge et le sexe) peuvent avoir un impact direct sur l'esprit d'entreprise et l'accès aux services financiers.

Ignorer cette interdépendance potentielle pourrait conduire à des conclusions trompeuses sur la relation réelle entre l'inclusion financière et l'esprit d'entreprise et potentiellement surestimer - ou sous-estimer - les impacts réels de chacun d'entre eux. Ceci, à son tour, peut avoir des répercussions importantes en termes d'efficacité des stratégies et politiques économiques à mettre en œuvre pour favoriser l'inclusion financière et l'esprit d'entreprise dans les pays en voie de développement.

Cette étude vise donc à contribuer à la littérature empirique, en utilisant les résultats des enquêtes FinScope et FinAccess sur l'utilisation des services financiers par les ménages, disponibles depuis peu, pour analyser la relation entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat dans le contexte des pays d'Afrique sub-saharienne³.

En conservant les micro-données des enquêtes sur l'inclusion financière FinAccess et FinScope, nous serons en mesure d'étudier de manière plus adéquate la manière dont l'accès et l'utilisation des services financiers par les individus influencent leur décision de créer une petite ou une microentreprise. En effet, les données sont extrêmement riches et contiennent une multitude d'informations qui ne sont disponibles auprès d'aucune autre source (Oumar et al., 2017). Ces bases de données contiennent des informations représentatives au niveau national sur l'utilisation et l'accès aux services financiers formels et informels. Ces enquêtes saisissent donc des dimensions importantes de l'inclusion financière car elles sont spécifiquement conçues pour mesurer l'accès aux services financiers (Allen et al., 2021). Elles permettent de mieux

3 En fonction des données disponibles, nous avons sélectionné six pays d'Afrique subsaharienne, à savoir le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, la Namibie et la Zambie.

comprendre la situation financière d'une population, en se concentrant sur les besoins du marché et les comportements à l'égard de la fourniture et de l'utilisation de services financiers formels et informels.

Les questionnaires sont basés sur l'analyse de ce que les personnes interrogées possèdent et de ce qu'elles peuvent faire avec ce qu'elles possèdent. Malgré la richesse de ces nouvelles bases de données, elles ont été sous-utilisées dans les travaux empiriques jusqu'à présent. En outre, la grande majorité des travaux antérieurs ont porté sur les pays développés et très peu sur les pays en développement, tels que ceux de l'Afrique subsaharienne, en raison du manque de données (Lyons et Contreras, 2017). Pourtant, l'un des principaux problèmes de développement auxquels est confrontée l'Afrique subsaharienne est l'existence d'un taux de chômage élevé chez les jeunes et d'un faible taux de participation à la population active parmi les personnes en âge de travailler (Anyanwu, 2014, Brixiová et al. 2015 ; AERC, 2014). La promotion de l'entrepreneuriat, c'est-à-dire la création d'emplois, apparaît comme l'un des principaux remèdes à la montée en flèche du chômage dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Compte tenu de ce qui précède, cette étude vise à examiner l'influence de l'inclusion financière sur l'esprit d'entreprise dans six pays d'Afrique subsaharienne en utilisant une procédure d'estimation de variables instrumentales pour résoudre les problèmes d'endogénéité suspectés dans la littérature entre les deux variables.

En outre, l'étude va plus loin en cherchant à identifier laquelle des barrières à l'accès aux services financiers (du côté de l'offre ou de la demande) est la plus liée à la probabilité qu'un individu s'engage à emprunter ou à épargner dans le but de créer une entreprise. Cette identification nous semble importante car elle fournira aux décideurs politiques des informations plus précises sur les types d'obstacles (du côté de l'offre ou de la demande) sur lesquels ils devraient se concentrer pour stimuler l'entrepreneuriat en tant que moteur de la croissance économique.

En utilisant un échantillon de six pays d'Afrique subsaharienne et après avoir pris en compte le problème d'endogénéité suspecté dans la littérature entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat, nous trouvons que : (i) l'inclusion financière mesurée par l'utilisation de services bancaires, de services non bancaires formels, de services financiers informels et la possession d'un compte d'argent mobile ont un impact positif sur la décision des individus de s'engager dans l'entrepreneuriat ; (ii) l'accès à un compte bancaire peut jouer un rôle important en aidant les individus à accéder au crédit pour la création d'une entreprise. En effet, l'analyse économétrique (pour le Kenya, le Rwanda, la Namibie et la Zambie) montre que les individus qui citent des obstacles liés à l'offre pour accéder à un compte bancaire sont moins susceptibles d'épargner et d'emprunter à des fins entrepreneuriales que les individus qui les utilisent à des fins autres que l'entrepreneuriat, tandis qu'en Tanzanie et en Namibie,

ces résultats montrent que les individus qui citent des contraintes liées à la demande pour accéder à un service bancaire sont moins susceptibles d'épargner et d'emprunter à des fins entrepreneuriales que les individus qui utilisent ces services à d'autres fins. Ces résultats, qui représentent, à notre connaissance, les premières estimations quantitatives de l'effet négatif des barrières d'accès sur la création d'entreprise, fournissent une preuve supplémentaire de l'importance de s'attaquer aux barrières d'accès du côté de l'offre et de la demande, et en particulier aux barrières aux services formels, pour contribuer à la création d'entreprise et à la croissance économique.

Source des données

Dans cette étude, nous utilisons des données secondaires issues des enquêtes FinScope et FSD-FinAccess sur l'accès et l'utilisation des services financiers dans six pays d'Afrique subsaharienne, menées respectivement entre 2015 et 2018. Les pays ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité des données des enquêtes FinScope ou FinAccess. L'étude utilise ainsi les données de l'enquête nationale FinAccess de 2018 pour le Kenya ; les données de l'enquête nationale Finscope de 2018 pour l'Ouganda ; les données de l'enquête nationale Finscope de 2016 pour le Rwanda ; les données de l'enquête nationale Finscope de 2017 pour la Tanzanie ; les données de l'enquête nationale Finscope de 2017 pour la Namibie ; les données de l'enquête nationale Finscope de 2015 pour la Zambie. Le choix de ces enquêtes nationales se justifie par le fait que les enquêtes FinAccess et FinScope ont été menées en utilisant un échantillonnage aléatoire stratifié largement similaire et une méthodologie commune pour définir les composantes de l'accès financier (Ouma et al. 2017). Il est important de rappeler que FinScope est une initiative de FinMark Trust qui vise à identifier les obstacles à l'accès aux services financiers de détail en se concentrant sur les perceptions des individus.

Les questionnaires sont basés sur l'analyse de ce que les répondants ont et de ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils ont. Les dimensions prises en compte sont l'individu, le ménage et la communauté. Tout d'abord, l'enquête vise à identifier les capacités et les limites des individus qui utilisent les services financiers : caractéristiques personnelles, comportements et perceptions de la vie, de l'avenir, de l'argent et des prestataires de services financiers, capacités financières et réseaux sociaux (Finmark Trust, 2011). Pour le ménage, Finscope prend en compte le pouvoir de décision du répondant, le fait qu'il détienne son propre argent, ainsi que la structure et les actifs du ménage. Au niveau de la communauté, la disponibilité des infrastructures, la connectivité et les produits et services financiers sont pris en compte. Les enquêtes FSD-FinAccess sont similaires aux enquêtes FinScope mais ne sont pas menées par Finmark Trust. Elles sont menées par FSD Africa.

Conclusion

Dans la présente étude, nous analysons l'influence de l'inclusion financière sur la probabilité de création d'entreprise dans un ensemble de six pays d'Afrique subsaharienne en utilisant des micro-données provenant des enquêtes d'inclusion financière FinScope et FinAccess. Pour ce faire, nous utilisons une procédure d'estimation de variables instrumentales afin de résoudre les problèmes d'endogénéité suspectés dans la littérature entre les deux variables. En outre, l'étude va plus loin en cherchant à identifier lequel des obstacles à l'accès aux services financiers (du côté de l'offre ou de la demande) est le plus lié à la probabilité qu'un individu s'engage à emprunter ou à épargner pour la création d'une entreprise. À cette fin, un indicateur des obstacles à l'accès aux services bancaires du côté de l'offre et de la demande a été construit à partir des réponses aux données de l'enquête.

Dans l'ensemble, les résultats révèlent des effets positifs et statistiquement significatifs de l'utilisation par les individus des services bancaires, des services non bancaires formels, des services financiers informels et des services d'argent mobile sur la création d'entreprise dans un contexte sous-développé. L'accès à tous ces outils financiers augmente la probabilité que les individus épargnent et empruntent à des fins de création d'entreprise. Ainsi, en supposant une relation très étroite entre l'entrepreneuriat et le développement, l'entrepreneuriat apparaît comme un canal entre l'inclusion financière et le développement et la réduction de la pauvreté.

D'autre part, les résultats montrent que si l'objectif d'inclusion financière peut être promu par des services financiers formels non bancaires et informels, l'un des meilleurs moyens de promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté est de mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer l'accès aux services bancaires et aux services d'argent mobile. Enfin, les résultats montrent que les obstacles à l'accès aux services bancaires sont généralement un problème critique. En outre, alors que les statistiques descriptives montrent que les contraintes liées à l'utilisation des services bancaires sont liées à la demande plutôt qu'à l'offre, les résultats empiriques révèlent que les contraintes liées à l'offre sont les contraintes les plus courantes auxquelles les individus sont confrontés lors de la création d'une entreprise. Ainsi, alors que les travaux de Banerjee et Duflo (2011) ont montré que le financement n'est pas le seul obstacle à l'entrepreneuriat dans les pays pauvres, dont beaucoup se trouvent en Afrique subsaharienne, les politiques visant à accroître l'inclusion financière, telles que la facilitation de l'accès à l'épargne, au crédit et aux produits d'assurance, et un cadre réglementaire qui facilite l'entrée et la diffusion des services mobiles, devraient aider à atteindre une inclusion financière plus efficace. Ceci est d'autant plus important que la pandémie de covid-19 présente des opportunités qui pourraient être saisies pour faire avancer les initiatives d'inclusion financière en utilisant des plateformes numériques.

Les pays africains dont les services financiers numériques sont sous-développés pourraient éventuellement mobiliser leurs ressources et introduire des réglementations financières appropriées car, à ce jour, les partenaires de développement et les banques centrales ont été à l'avant-garde de la formulation et de la mise en œuvre de stratégies visant à soutenir l'inclusion financière. Il existe un grand potentiel pour tirer parti de l'ampleur de la possession de téléphones portables et de l'accès à l'internet pour créer des innovations technologiques dans le secteur financier afin de soutenir l'entrepreneuriat en tant que moteur de la création d'emplois et de la croissance inclusive, et donc de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Références

- African Economic Research Consortium (AERC, 2014). "Youth Employment: Opportunities and Challenges", 40th Plenary Session of the AERC's Biannual Research Workshop, Lusaka, Zambia (November 30th).
- Aghion, P. (2017), "Entrepreneurship and Growth: Lessons from an Intellectual Journey", *Small Business Economics*, Vol. 48, pp. 9–24.
- Aghion, P., Fally, T., & Scarpetta, S., (2007), "Credit Constraints as a Barrier to the Entry and Post-Entry Growth of Firms", *Economic Policy*, Vol. 22, pp. 731–779
- Allen, E., Elam, A., Langowitz, N., & Dean, M. (2008). Global entrepreneurs monitor 2007: Report on women and entrepreneurship. Babson Park, MA, and London: Babson College and London Business School.
- Allen, F., Carletti, E., Cull, R., Qian, J 'QJ', Senbet, L., & Valenzuela, P., (2021), "Improving Access to Banking: Evidence from Kenya", *Review of Finance*, Vol. 25, No.2, March, pp. 403–447.
- Anyanwu, J. C. (2014). "Does Intra-African Trade Reduce Youth Unemployment in Africa?" *African Development Review*, 26, No.2, pp.286–309.
- Arcand, J. L., Dyer, P., Gonzalez, S. P., & Gardiner, D. (2013). *MEDA Maroc's 100 hours to success impact evaluation- Baseline study*. Geneva, Switzerland: International Initiative for Impact Evaluation, MEDA, and ILO.
- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). *The economics of microfinance* (2nd Edition). Cambridge, MA: MIT press.
- Ashby, N. J., & Seck, O. (2012). Remittances, Institutional quality, and entrepreneurship, University of Texas at El Paso, 79968
- Ashraf, N., (2009). Spousal control and intra-household decision making: An experimental study in the Philippines. *American Economic Review*, 99(4):1245–77.
- Audretsch, D. B., R. Thurik, I. Verheul & Wennekers, A. R. (2002), *Entrepreneurship: Determinants and Policy in a European US Comparison*, Kluwer Academic, Boston, MA
- Banerjee, A. V. & Duflo, E. (2011). *Poor economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty*. Public Affairs.
- Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, G. (2013) "The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation" *National Bureau of Economic Research* (NBER) Working Paper 18950.

- Beck, T., & Asli Demirgüç-Kunt (2008). "Access to Finance: An Unfinished Agenda" *The World Bank Economic Review* 22(3):383–396.
- Beck, T., Asli Demirgüç-Kunt, & Honohan, P., (2009). "Access to Financial Services: Measurement, Impact, and Policies" *The World Bank Research Observer*, Vol. 24, Issue 1, February, Pages 119–145.
- Beck, T., Büyükkarabacak, B., Rioja, F. K. & Valev, N. T. (2012). "Who Gets the Credit? And Does it Matter? Household vs. Firm Lending across Countries" *B.E. Journal of Macroeconomics: Contributions* 12
- Beck, T., Pamuk, H., Ramrattan, R. & Uras, B. R. (2018). "Payment instruments, finance and development" *Journal of Development Economics*, 133:162–186, 2018.
- Bernat, L. F., Lambardi, G., & Palacios, P. (2017) "Determinants of the entrepreneurial gender gap in Latin America", *Small Business Economics*, 48(3), 727–752.
- Bilić, A. Prka, & G. Vidović, (2011). "How Does Education Influence Entrepreneurship Orientation?" *Management*, 16, 115–128.
- Blanchflower, D. G., (2004). Self-employment: More may not be better. 10286. NBER working paper series.
- Blattman, C., Green, E. P., Jamison, J., & Annan, J. (2014). *Employing and empowering marginalized women: A randomized trial of microenterprise assistance* (Working Paper). Cambridge, Massachusetts: Massachusetts Institute of Technology.
- Bönte, W., & Piegeler, M. (2013) "Gender gap in latent and nascent entrepreneurship: Driven by competitiveness", *Small Business Economics*, 41(4), 961–987. doi:10.1007/s11187-012-9459-3.
- Brixiová, Z., (2010), "Unlocking Productive Entrepreneurship in Africa's Least Developed Countries", *African Development Review*, Vol. 22, No. 3, pp. 440–451
- Brixiová, Z., Ncube, N., & Bicaba, Z., (2015). "Skills and Youth Entrepreneurship in Africa: Analysis with Evidence from Swaziland", *World Development*, Vol. 67C, pp. 11–26.
- Brixiová, Z., & Asaminew, E., (2010) *Unlocking Productive Entrepreneurship in Ethiopia: Which Incentives Matter*, African Development Bank, Working Paper No. 116.
- Brixiová, Z., & Égert, Balázs (2017), "Entrepreneurship, institutions and skills in low-income countries", *Economic Modelling* (2017), <http://dx.doi.org/10.1016/j.econmod.2017.02.020>
- Bruton, G.D., Ketchen, D.J., & Ireland, R.D., (2013), "Entrepreneurship as a solution to poverty" *Journal of Business Venturing* Vol. 28, No.6, pp.683-689
- Brixiová, Z., Kangoye, T., Yogo, T. (2020). Access to Finance among Small and Medium-Sized Enterprises and Job Creation in Africa, GLO Discussion Paper, No. 665, Global Labor Organization (GLO), Essen
- Caliendo, M., Fossen, F. M., Kritikos, A., & Wetter, M. (2014) "The gender gap in entrepreneurship: Not just a matter of personality" *CESifo Economic Studies*. doi :10.1093/cesifo/ifu023.
- Caliendo, M., Kritikos, A. & Fossen, F. (2011). "Personality characteristics and the decision to become and stay self-employed", 5566. IZA discussion paper series.
- Cassar, G., (2004). "The Financing of Business Start-Ups", *Journal of Business Venturing*, 19(2):261–283
- CGAP & la Banque Mondiale (2009). *Financial Access 2009. Measuring Access to Financial Services around the World*, Washington, DC, Consultative Group to Assist the Poor (CGAP) et la Banque Mondiale, 92 p.

- Cho, Y., & Honorati, M. (2014) “Entrepreneurship programs in developing countries: A meta regression analysis” *Labour Economics*, 28, 110–130.
- Cragg, J. G., & Donald, S. G. (1993). Testing identifiability and specification in instrumental variable models. *Econometric Theory*, 9, 222–240.
- Crépon, B., Devoto, F., Duflo, E., & Pariente, W., (2014), “Estimating the impact of microcredit on those who take it up: evidence from a randomized experiment in Morocco” *NBER Working Paper Series* 20144.
- Cull, R., Ehrbeck, & T., Holle, N. (2014). *Financial inclusion and development: Recent impact evidence*, CGAP Focus Note No. 92.
- De Gregorio, J., & Guidotti, E., (1995) “Financial development and economic growth”, *World Development* Vol. 23, Issue 3, March, PP. 433–448
- Demirgüç-Kunt, Asli & Maksimovic, V., (1998). “Law, Finance, and Firm Growth”, *Journal of Finance* 53, 2107–2137.
- Demetriades, P & Rewilak, J., (2019) “Finance and entrepreneurship in Sub-saharan Africa” presented at the centre for global finance conference. SOAS University of London.
- Demirgüç-Kunt, Asli, Klapper, L., Singer, D., Ansar, S. & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and the Fintech revolution*. The World Bank.
- Doms, M., Lewis, E., & Robb, A. (2010) “Local Labor Market Endowments, New Business Characteristics, and Performance” *Journal of Urban Economics*, 67, 61–77.
- Dunn, E., & Arbuckle Jr., G. (2001). *The impacts of microcredit: A case study from Peru*. Washington, D.C.: USAID Assessing the Impact of Microenterprise Services (AIMS Project).
- Dupas, P., & Robinson, J., (2013) “Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya”, *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(1):163–92.
- Ellis, K., Lemma, A., & Rud, Juan-Pablo, (2010). “Investigating the impact of access to financial services on household investment” Overseas Development Institute.
- Evans, D. S., & Jovanovic, B. (1989). “An estimated model of entrepreneurial choice under liquidity constraints”, *The Journal of Political Economy*, Vol. 97, No.4, 808–827.
- Faggio, G., & Silva, O., (2014). “Self-employment and entrepreneurship in urban and rural labour markets”, *Journal of Urban Economics*, 84:67–85.
- Fan, Z, & Zhang, R., (2017), “Financial Inclusion, Entry Barriers, and Entrepreneurship: Evidence from China” *sustainability*, 9, 1–22.
- Field, E., Pande, R., Papp, J. & Rigol, N., (2013). “Does the Classic Microfinance Model Discourage Entrepreneurship among the Poor? Experimental Evidence from India”, *American Economic Review*, pp. 2196–2226)
- Fossen, F. M. (2012), “Gender differences in entrepreneurial choice and risk aversion-A decomposition based on a microeconomic model”, *Applied Economics*, Vol. 44, No.14, 1795–1812.
- Furdas, M., & Kohn, K. (2010) “What’s the difference?! Gender, personality, and the propensity to start a business. 4778. IZA discussion paper series. IZA discussion papers. Bonn. <https://ideas.repec.org/p/iza/izadps/dp4778.html>.
- Gafni, H., (2020). Alternative digital methods of providing entrepreneurial finance. Copenhagen Business School, PhD series.

- Ghanem, Y., & Achouche, M., (2017), "Financial Development Impact on Firm Dynamic Creation: Panel Data Evidence on MENA Countries", *International Economic Journal*, Vol.37, pp. 94–111
- Greeley, M., & Chaturvedi, M. (2007). *Microfinance in Afghanistan: A baseline and initial impact study for microfinance investment support facility for Afghanistan (MISFA)* (Brighton, Institute of Development Studies (IDS)).
- Grimm, M., & Paffhausen, A. L. (2015). "Do interventions targeted at micro-entrepreneurs and small and medium-sized firms create jobs? A systematic review of the evidence for low- and middle-income countries" *Labour Economics*, 32, 67–85.
- Hsu, D., (2004). "What Do Entrepreneurs Pay for Venture Capital Affiliation?" *The Journal of Finance*, 59(4),1805–1844.
- Jakiela, P., & Ozier, O., (2016). Does Africa need a rotten kin theorem? Experimental evidence from village economies. *The Review of Economic Studies*, 83(1):231–268.
- Kan, K., & Tsai, Wei-Der (2006), "Entrepreneurship and Risk Aversion" *Small Business Economics*, 26(5):465–47, February.
- Kerr, W., & Nanda, R. (2009). *Financing constraints and entrepreneurship* (No. w15498). Washington, D.C.: National Bureau of Economic Research.
- King, R. & Levine, R., (1993) "Finance, Entrepreneurship and Growth: Theory and evidence" *Journal of Monetary Economics*, Vol. 32, 513–542.
- Klapper, L., Laeven, L., & Rajan, R., (2004). "Entry regulation as a barrier to entrepreneurship", NBER Working Paper 10380.
- Koellinger, P., Minniti, M., & Schade, C. (2013). Gender differences in entrepreneurial propensity. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 75(2), 213–234. doi:10.1111/j.1468-0084.2011.00689.x.
- Kondo, T. (2007). *Impact of microfinance on rural households in the Philippines* (Mandaluyong, Asian Development Bank (ADB)).
- Kondo, T., Orbeta, A., Dingcong, C., & Infantado, C. (2008). "Impact of microfinance on rural households in the Philippines. *IDS bulletin*, Vol.39(1), 51–70.
- Llussá, F. (2010). Determinants of entrepreneurship: Are women different? Universidade de Sao Paulo. <http://www.ead.fea.usp.br/semead/12semead/resultado/trabalhosPDF/595.pdf>.
- Lyons, A.C., & Contreras, S.A. (2017). "A Simultaneous Equation of Youth Entrepreneurship and Financial Inclusion across Developing Countries." Working Paper. Urbana, IL: University of Illinois at Urbana-Champaign.
- Meager, N., Bates, P., & Cowling, M., (2003). "An Evaluation of Business Start-Up Support for Young People", *National Institute Economic Review*, Vol 186, pp.59–72
- Minniti, M., & Nardone, C. (2007). "Being in someone else's Shoes: The role of gender in nascent entrepreneurship", *Small Business Economics*, Vol. 28, No. (2–3), pp. 223–238.
- Nayar, N. (2014). *An integrated approach to empower youth in Niger, Senegal and Sierra Leone: Findings and lessons from the Youth Microfinance Project* (Toronto, Plan Canada).
- Ouma, S., Odongo, T., & Were, M., (2017), "Mobile financial services and financial inclusion: Is it a boon for savings mobilization?" *Review of Development Finance*, Vol. 7, pp. 29–35
- Patel, P. (2014). *Effectiveness of entrepreneurship development interventions for women entrepreneurs: An ILO-WED Issue Brief*. Geneva, Switzerland: Women's Entrepreneurship Development Programme, International Labour Organization

- Patrick, H. T., (1966), “Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries”, *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 14, No. 2, 174–189.
- Porteous, David (2007). *Financial Service Access and Usage in Southern and East Africa: What do Finscope Surveys tell us?* FinMark Trust, Bankable Frontier Associates, 101 p.
- Rooyen, C. van, Stewart & de Wet, T. (2012), “The Impact of Microfinance in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review of the Evidence”, *World Development*, Vol. 40, No.11, pp. 2249-2262
- Schumpeter, J. A. (1934). *The theory of Economic Development*, Oxford University Press: London.
- Simoes, N., Moreira, S. B., & Crespo, N. (2013). “Individual determinants of self-employment entry: What do we really know?” MPRA paper No. 48403.
- Stock, J. H., & Yogo, M. (2005). Testing for weak instruments in linear IV regression. In D. W. K. Andrews & J. H. Stock (Eds.), *Identification and inference for econometric models: Essays in honor of Thomas Rothenberg* (pp. 80–108). New York: Cambridge University Press.
- Staiger, D., & Stock, J. H. (1997). Instrumental variables with weak instruments. *Econometrica*, 65, 557–586.
- Sykes, J., Elder, S., Gurbuzer, Y., & Principi, M. (2016). Exploring the linkages between youth financial inclusion and job creation. *Work4Youth Publication Series No. 42*. Geneva, Switzerland: International Labour Organization.
- Soumaré, I, Tchana Tchana, F, & Kengne, M., (2016), “Analysis of the Determinants of Financial Inclusion in Central and West Africa” *Transnational Corporations Review*, Vol.8, No.4, pp. 231–249.
- Tchamyou, V. S., (2016). “The role of knowledge economy in African business”, *Journal of the Knowledge Economy*, DOI: 10.1007/s13132-016-0417-1
- Tobias, J.M., Mair, J., & Barbosa-Leiker, C., (2013). “Towards a theory of transformative entrepreneurship: poverty reduction and conflict resolution in Rwanda’s entrepreneurial coffee sector” *Journal of Business Venture*, 28 (6), 728–742
- United Nations, Conference on Trade and Development (UNCTAD) (2015). *Policy guide on youth entrepreneurship*. New York, NY: United Nations
- Van der Zwan, P., Verheul, I., & Thurik, A. R. (2012). “The entrepreneurial ladder, gender, and regional development”, *Small Business Economics*, Vol.39, No.3, pp.627–643.
- Van Rooyen, C., Stewart, R., & De Wet, T. (2012). “The impact of microfinance in sub-Saharan Africa: a systematic review of the evidence” *World Development*, 40(11), 2249–2262.
- Van Stel, A., Storey, D. J. & Thurik, A. R., (2007). “The Effect of Business Regulations on Nascent and Young Business Entrepreneurship”, *Small Business Economics*, 28, 171–186.
- Vos, E., Yeh, A. J. Y., Carter, S., & Tagg, S. (2007). “The happy story of small business financing”, *Journal of Banking & finance*, Vol. 31, No.9, 2648–2672.
- Wagner, J. (2007). Nascent Entrepreneurs. In Simon, P. (Ed.), *The life cycle of entrepreneurial ventures*. Springer, pp. 15–37.
- Were, M., Odongo, M., & Israel, C. (2021). Gender disparities in financial inclusion in Tanzania. WIDER Working Paper 2021/97
- Wieser, C., Bruhn, M., Kinzinger, J., Ruckteschler, C. & Heitmann, S. (2019). *The impact of mobile money on poor rural households: Experimental evidence from Uganda*. The World Bank, 2019.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org